

Résolution présentée par la délégation du

Sri Lanka

Thème Conflits et sécurité internationale

Concerne La gestion du commerce dans l'océan Indien

L'Assemblée Générale,

Considérant que le droit de la mer ne fonctionne pas, car il ne prend pas assez en considération les intérêts des pays riverains,

Rappelant que d'après l'Organisation Maritime Internationale, 90% des marchandises du commerce international circulent par voie maritime et l'océan Indien couvre une importante activité de ce commerce,

Soulignant que les grandes puissances voisines profitent considérablement du droit de la mer, désavantageant les pays riverains en leur niant leur accès économique national,

Craignant que les pays riverains subissent un abus de dégâts environnementaux, à cause du nombre de marchandises circulant dans cet emplacement qui ne respectent pas le droit de la mer,

Ajoutant que la densité de ce commerce génère une piraterie qui affecte négativement la sécurité des pays riverains et qui engendre des problèmes économiques et environnementaux,

Décide

- de dissuader les pays concernés à conserver l'environnement, en privilégiant une protection de la biodiversité grâce à la pression médiatique et à un accord gagnant-gagnant entre les pays commerçants et riverains,
- d'organiser une réforme de la convention du 1982 de Montego Bay favorisant les intérêts des pays riverains et administrant des amendes en cas de violation du droit de la mer,

le texte français fait foi